

# Die Schweiz «konsumiert» ihre Stromwirtschaft



**Markus Saurer,**  
selbstständiger  
ökonomischer Berater

Jede Geschäftsperson kennt drei Zusammenhänge: Sind Büroräume knapp, steigen Mieten und Marktwerte der betreffenden Immobilien. Dies signalisiert bei unveränderten Baukosten, dass mit Büroneubauten überdurchschnittliche Renditen zu erzielen sind. Die Bautätigkeit wird stimuliert, Knappheit und Aufwertungsdruck auf die Mieten nehmen ab, die Renditen fallen auf das Marktniveau zurück.

Steigen dagegen die Baukosten, dann müssen neue Objekte eine höhere Miete einbringen, damit die marktübliche Rendite erzielt werden kann und genügend gebaut wird. Die Mieter werden auf alte Objekte ausweichen wollen, was deren Mieten ebenfalls steigen lässt. Die Besitzer der alten Objekte erzielen einen Aufwertungsgewinn, die Kapitalrenditen fallen auf das marktübliche Niveau zurück; die Mieten verharren allerdings auf einem die neuen Baukosten widerspiegelnden höheren Niveau.

Bei fallenden Baukosten wiederum würden die Mieten aller Objekte sinken und die Besitzer alter Objekte einen Abwertungsverlust erleiden.

Unter Wettbewerbsbedingungen hängen somit die Marktwerte und Benutzungsentgelte von bestehenden dauerhaften Anlagen entscheidend von der Nachfrage sowie von den Wiederbeschaffungskosten und der Kapitalmarktrendite ab. Preissignale lenken die Investitionen, sodass Knappheiten abgebaut werden sowie Gewinne und Renditen auf marktkonforme Niveaus tendieren.

Solche Preissignale müssen sich auch in adäquat regulierten Bereichen ergeben, da sonst Investitionen fehlgeleitet oder ausbleiben werden. Aus populistischer Opportunismus werden aber diese Zusammenhänge von der Strompolitik und -regulierung in der Schweiz missachtet: Obwohl massive Investitionen in Werke und Netze dringend nötig wären (Knappheiten) und deren Beschaffungskosten steigen (Umweltkosten, Smart Grids, Baukosten), werden Energiepreise und Netzentgelte seit 2009 stets auf die volkswirtschaftlich irreführenden historischen Gestehungskosten gekürzt. Den Werks- und Netzbetreibern werden Wertsteigerungen vorenthalten und Mittel entzogen, die sie für die Fortsetzung ihrer Tätigkeit sowie für ihre Kapitalmarktfähigkeit im Hinblick auf Erweiterungsinvestitionen unbedingt benötigen würden. Auf diese Weise werden die bestehenden Strukturen sozusagen «konsumiert».

## La Suisse « consume » son secteur électrique

**Markus Saurer,**  
consultant économiste indépendant

Tout homme d'affaires connaît la corrélation entre ces trois réalités: si les locaux professionnels sont rares, les loyers augmentent et ces biens immobiliers prennent de la valeur. Ce qui signifie que la création de nouveaux bureaux peut fournir un rendement supérieur à la moyenne si les coûts de construction restent identiques. La construction est stimulée, les locaux se font moins rares, les loyers baissent et les rendements redescendent au niveau du marché.

Par contre, si les coûts de construction augmentent, les nouveaux objets doivent rapporter un loyer plus élevé pour atteindre les rendements habituels et pour que des locaux soient construits en nombre suffisant. Dans ce cas, les locataires chercheront des locaux anciens, ce qui fera aussi augmenter le loyer de ces objets. Les propriétaires concernés obtiennent ainsi un bénéfice de réévaluation et les rendements redescendent au niveau habituel du marché; cependant, les loyers demeurent à un niveau élevé, reflétant les nouveaux coûts de construction.

Si les coûts de construction diminuent, tous les loyers baissent et les propriétaires d'anciens locaux doivent faire face à une perte de leur valeur. Dans une économie de concurrence, les valeurs du marché et les rémunérations pour l'utilisation des installations actuelles dépendent de

la demande et des coûts de remplacement, ainsi que du rendement des marchés financiers. Ainsi, les prix orientent les investissements, de sorte que le manque est régulièrement comblé et que les gains et les rendements restent conformes au marché.

Les prix doivent aussi envoyer des signaux dans un domaine bien régulé, sinon les investissements sont faussés voire inexistantes. A cause d'un certain populisme, les corrélations évoquées ci-dessus sont toutefois ignorées par la politique énergétique et la régulation de l'électricité: alors que des investissements considérables sont nécessaires dans les outils de production et les réseaux (manque) et que leurs coûts de mise en œuvre augmentent (coûts pour l'environnement, smart grids, coûts de construction), les prix de l'énergie et les rétributions pour le réseau sont, depuis 2009, réduits aux coûts de production historiques trompeurs du point de vue économique. Les gestionnaires d'installations et de réseaux sont ainsi privés des plus-values et des moyens financiers indispensables pour poursuivre leur activité; ils sont également peu valorisés sur les marchés financiers pour encourager les investissements leur permettant de développer leurs installations. De cette manière, les structures existantes sont pour ainsi dire « consommées ».